



## TRI du Delta du Rhône



<b>Identifiant du TRI</b>	<b>FRD_TRI_DELTA</b>
<b>Région(s)</b>	<b>Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon</b>
<b>Département(s)</b>	<b>Bouches-du-Rhône, Gard</b>

### Liste des contributions des parties prenantes

<b>CC de Beaucaire terre d'Argence</b>	Demande l'extension du TRI à la Camargue de Barbantane à la mer avec coté gardois les communes de Vallabrègues , Beaucaire , Fourques et Bellegarde
<b>La commune de Vallabrègue</b>	Demande le rattachement de la commune au TRI
<b>Préfet 30</b>	<p>La DDTM30 propose de retenir ce TRI unique Gard-Bouches-du-Rhône élargi à l'ensemble de la Camargue ainsi qu'a Beaucaire et Tarascon, avec un acteur important déjà en place et actif pour la gestion du risque inondation, le SYMADREM et une communauté de travail qui existe à travers le Plan Rhône.</p> <p>La DDTM30 propose d'étendre aux communes de Bellegarde et St Gilles en ce qui concerne l'aléa Rhône. Les 4 communes gardoises de Beaucaire à St Gilles forment un ensemble homogène. Le risque inondation est lié en plus grande partie au Rhône par débordement sur les digues. La vulnérabilité de St gilles est aussi liée à sa position particulière dans le secteur dit du couloir de St gilles qui forme un verrou géographique et qui est l'unique point de vidange des eaux débordées dans la plaine de Beaucaire</p> <p>Leur territoire est également soumis à un risque de ruissellement périurbain de petits affluents descendant des costières qui traversent la zone urbaine.</p> <p>L'activité économique est aussi marquée par une forte activité agricole en zone inondable.</p> <p><i>Sur la commune de St Gilles une étude menée dans le cadre de l'observatoire départemental des risques montre que de 1970 à 2000 la surface urbanisée en zone inondable a augmenté de 54 %. Les zones urbanisées/bâti en zone inondable en 2000 sur la commune de Saint Gilles sont estimées à plus de 100 ha.</i></p> <p>Tout ceci justifie l'intérêt à agir sur cette zone.</p> <p>La DDT suggère de ne par retenir la commune de Vallabrègue en raison du petit nombre d'enjeux qu'elle représente.</p>
<b>Conseil Régional LR</b>	Propose de fusionner les deux TRI et d'ajouter Bellegarde et Saint Gilles.
<b>Chambre d'agriculture du Gard</b>	<p>Mentionne la non prise en compte de communes du département non pris en compte malgré les dommages qu'elles ont subies lors des crues de 2002 et 2003.</p> <p>Souhaite s'assurer du maintien et du développement des aides financières en matière de réduction de la vulnérabilité, et ce pour l'ensemble des zones inondables du Gard.</p>

<b>CG 30</b>	<p>Rappelle la nécessité de prendre en considération la dangerosité des phénomènes et leur ampleur, ainsi que la croissance démographique exceptionnelle du département.</p> <p>Rappelle l'importance de tenir d'une approche globale de gestion des inondations à l'échelle du bassin de vie tel qu'il existe actuellement.</p> <p>Apporte des éléments complémentaires de caractérisation de la poche d'enjeux.</p> <p>Demande de fusionner les poches d'enjeux Arles-Fourques et Beaucaire-Tarascon qui concernent un même bassin de vie et sont impactés de manière similaire par les crues du Rhône.</p> <p>Demande d'élargir le périmètre de la poche d'enjeux aux communes de Bellegarde et Saint Gilles.</p>
<b>DREAL RA – UT69</b> <b>(service de police de l'eau sur l'axe Rhône-Saône)</b>	<p>Souligne la nécessité d'intégrer dans les fiches descriptives des TRI qui comportent des systèmes d'endiguement les obligations relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques du décret 2007-1735</p> <p>Apporte des informations sur l'inventaire des ouvrages hydrauliques réalisé par TRI sur l'axe Rhône-Saône</p> <p>Propose de fusionner les poches d'enjeux Arles-Fourques et Beaucaire-Tarascon qui présentent une continuité des systèmes d'endiguement en rive droite et gauche du Rhône.</p>
<b>Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône</b>	<p>Regret que les indicateurs retenus pour la définition des poches d'enjeux se focalisent sur les milieux les plus densément urbanisés. L'agriculture, composante de l'activité économique, représente elle aussi un enjeu en cas d'inondation (préjudices sublis, contribution à l'écrêtement des crues)</p> <p>Les espaces agricoles en zone inondable riverains du Rhône, de la Durance, de l'Arc, de la Touloubre ou de la mer ne doivent pas être écartés des dispositifs à venir. Ils doivent faire partie des futures stratégies locales de gestion des risques d'inondation (logique de solidarité urbain./rural) et pouvoir bénéficier à l'avenir d'enveloppe financières nécessaires à la réduction de leur vulnérabilité, à leur ressuyage ou à leur protection.</p> <p>Regret que le TRI de Beaucaire – Tarascon soit classé en priorité 2 alors que ce secteur présente d'importantes surfaces agricoles, et est important dans le cadre de la mise en œuvre du volet Inondation du Plan Rhône (zone où des aménagements de lutte contre les inondations ou de réduction de la vulnérabilité sont prévues)</p> <p>Interrogation sur les moyens futurs alloués aux territoires hors TRI.</p> <p>Etonnement sur l'absence de la commune des Saintes-Maries-de-la-Mer dans le TRI (souci de cohérence avec le volet inondation du Plan Rhône)</p> <p>Regret que le secteur de la plaine de Boulbon/nord Tarascon/Saint-Pierre de Mézoargue ne soit pas inclus dans aucun TRI (zone d'expansion des crues du Rhône jouant un rôle majeur pour les zones urbaines à l'aval).</p>
<b>SPC Grand Delta</b>	<p>Synthèse d'éléments relatifs aux différents types de crues du Rhône et aux crues historiques.</p> <p>Point sur le système de prévision des crues en place.</p> <p>Proposition de regrouper les TRI Beaucaire-Tarascon et Arles-Fourques au regard de l'équivalence des phénomènes rencontrés et de la proximité des territoires.</p> <p>Proposition également d'ajouter quelques communes gardoises (voir avis Préfet du Gard).</p>

<b>Syndicat Mixte du S.C.O.T Sud Gard</b>	<p>Interrogations sur l'absence de différentes communes dans les TRI proposés (Sommières, Saint Gilles, Boulbon, Vallabrègues, Port Saint-Louis ...)</p> <p>Propositions de TRI non cohérentes au regard de la logique globale souhaitée au niveau du SCOT</p> <p>Interrogations sur la méthode de délimitation des TRI (« qu'est ce qu'un territoire à risque « important » d'inondation? »)</p> <p>Souhait que les TRI soient calés sur de grands espaces non ségrégatifs car la véritable résilience se construit et s'organise adossée aux territoires « de solidarité ».</p> <p>Rappel des positions déjà prises (courrier au PCB du 10 février 2012) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. nécessité de considérer le territoire du « Delta Camargue Méditerranée » dans son ensemble (fonctionnement deltaïque, approche fluvio-maritime, ruissellement urbains)</li> <li>2. nécessité de disposer d'une véritable évaluation de la « Doctrine Rhône », pour évoquer les orientations stratégiques du Plan Rhône des années à venir.</li> <li>3. urgence de faire correspondre les territoires de problèmes avec les territoires de réponse, en adoptant de nouveaux modèles et échelles d'action</li> <li>4. proposition de création d'une nouvelle Commission Géographique spécifique « Delta Camargue Méditerranée » afin que ce territoire ne soit pas « disloqué » entre 3 commissions distinctes (fleuve côtier Ouest, Littoral PACA, Plan Rhône).</li> <li>5. définition d'une méthodologie de travail avec les services de l'Etat (en Région et au niveau départemental pour l'élaboration des stratégies locales)</li> <li>6. émergence d'une nouvelle forme de gouvernance autour des documents de planification locaux dans le cadre de la stratégie nationale de gestion et de prévention des risques : le territoire « Delta Camargue » pourrait devenir un « espace expérimental ».</li> </ol>
<b>Syndicat Mixte du Pays d'Arles</b>	<p>Rappelle la gestion du risque d'inondation sur le territoire malgré sa forte exposition</p> <p>Territoire à fort enjeu urbain et économique dont la position stratégique sera renforcée par la réalisation du futur contournement autoroutier faisant la jonction entre l'Espagne et l'Italie, soumis une pression démographique importante, marqué des axes de transport structurant</p> <p>Rappelle l'interaction hydraulique forte entre les entités composant le territoire et avec ses entités voisines et souligne à ce titre l'intérêt du périmètre proposé par l'inter-scot « Delta-Camargue-Méditerranée »</p> <p>Demande une clarification sur la hiérarchie des normes des différents outils réglementaires, dont le PGRI viendra s'ajouter, vis-à-vis du SCOT d'une part et au regard du PPRI.</p> <p>Rappelle l'incohérence entre les travaux mis en place dans le cadre du Plan Rhône et la doctrine Rhône.</p> <p>S'interroge sur l'articulation qui sera faite entre le PGRI et le SDAGE d'une part et le PGRI et les PAPI d'autre part.</p> <p>Souligne la vision réductrice des TRI proposée centrée sur les zones à enjeux du Rhône et de la Durance mais occulte les zones agglomérées du littoral et la problématique du ruissellement pluvial et des débordements de canaux.</p> <p>Demande que les communes du syndicat mixte concernées par la Durance soient intégrées dans un unique TRI durancien.</p> <p>S'interroge sur la non prise en compte des communes de Boulbon, Saint-Pierre-de-Mézoargues et Vallabrègues.</p> <p>Insiste sur la nécessité de définir les stratégies locales en intégrant les dispositifs communaux et intercommunaux existant.</p> <p>Demande un projet de TRI « Delta Camargue Méditerranée » comme proposé par l'inter-scot</p>

<b>Parc Naturel Régional de Camargue</b>	<p>Souligne la contrainte en termes de délais pour cette consultation.</p> <p>Apporte de éléments de caractérisation du territoire.</p> <p>Demande une prise en compte du delta dans son ensemble au regard de l'homogénéité de la problématique littorale du territoire.</p> <p>Souligne l'indispensable approche fluvio-maritime pour la gestion des inondations de ce territoire.</p> <p>Rappelle la forte saisonnalité de ce territoire.</p> <p>Rappelle les démarche de gestion globale à l'échelle déjà engagées dans le cadre du Plan Rhône.</p>
<b>CCIR PACA</b>	<p>Pas de remarques particulières sur les propositions de poches d'enjeux à ce stade.</p> <p>Demande que les politiques de gestion des inondations qui seront menées sur les TRI proposent le déploiement d'équipements, d'aménagements et de modes de gestions innovant pour permettre le maintien et le développement des activités économiques à des conditions économiquement viables.</p> <p>Demande d'être associé aux différentes de la Directive Inondation.</p>
<b>SYMADREM</b>	Nécessité d'avoir un TRI unique sur le Delta du Rhône en cohérence la stratégie de gestion engagée sur le Rhône-aval dans le cadre du Plan Rhône
<b>Commune d'Arles</b>	Cf. avis du Syndicat mixte du Pays d'Arles
<b>Préfet des Bouches du Rhône</b>	<p>Proposition d'ajout des communes des Saintes-Maries-de-la-Mer et de Port -Saint-Louis-du-Rhône de manière à englober la Camargue dans son ensemble. Communes également impactées par la submersion marine, aux enjeux importants (population saisonnière touristique, zone industrielle portuaire).</p> <p>Proposition d'ajouter les communes au nord de Beaucaire et Tarascon pour constituer un TRI « Rhône-Aval » cohérent avec l'espace d'intervention du SYMADREM et des autres partenaires dans le cadre du « Plan Rhône ».</p> <p>Proposition cohérente avec celle exprimée par le SYMADREM et les collectivités réunies dans une démarche « Interscot ».</p>
<b>CCIR LR</b>	Souligne la nécessité de prendre en considération dans les étapes à venir, les impacts des risques d'inondations pour les activités économiques et l'activité touristique (augmentation de la population en saison et de l'activité économique)

RRGMA	<p>Rappelle l'expression des syndicats de rivières lors des 4 réunions départementales organisées durant la phase de concertation.</p> <p>Demande d'anticiper sur la définition des stratégies locales la question des moyens financiers et du besoin de renforcement des capacités des futures structures légitimes à porter ces thématiques.</p> <p>Propose d'engager une évolution de l'organisation de la gestion des cours d'eau qui intègre la question du renforcement des capacités de mise en œuvre des stratégies locales, et préconise une spécialisation du statut des structures de gestion au plan législatif dénommé « Etablissement Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux » .</p> <p>Souhaite savoir quelles ont été les modifications demandées par les syndicats de rivières prises en compte dans l'EPRI suite à leurs contributions fin 2011.</p> <p>Souligne l'opportunité de la phase de sélection des TRI :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour une priorisation des enjeux qui reflète au mieux les enjeux réels exposés aux inondations</li> <li>• pour une meilleure prise en compte, par rapport aux outils existants, des aspects de vulnérabilité notamment lié à des concentrations d'enjeux</li> <li>• pour considérer des enjeux qui résulte de la prise en compte de l'aléa</li> </ul> <p>Souligne la faiblesse de la phase de sélection des TRI :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour la méthode qui a conduit aux propositions de périmètre de TRI conduisant à une certaine confusion avec la notion d'aléa</li> <li>• des différences d'interprétation en fonction des interlocuteurs des services de l'Etat en charge des dossiers</li> </ul> <p>Souligne des incohérences dans le contour des TRI présentés où l'attachement fort d'établir une continuité entre les zones urbaines conduit parfois à intégrer des communes avec de faibles enjeux en terme d'inondation alors que d'autres communes comme Vaison-la-Romaine ne sont pas intégrées .</p> <p>S'interroge sur le devenir des territoires à fort enjeux hors TRI vis-à-vis des aides financières de l'Etat et alerte sur le risque éventuel de prioriser les fonds publics sur des communes à faible enjeux au regard de l'aléa.</p> <p>Propose de créer des communes satellites du TRI afin d'éviter de considérer dans un TRI des communes sans réels enjeux, d'intégrer cette notion d'aléa pour la cartographie, d'améliorer la lisibilité des conséquences des éléments validées à ce stade.</p>
-------	--

### Position retenue par le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée

Par rapport au périmètre initialement proposé de l'unité urbaine, il a été choisi :

- de fusionner les poches d'enjeux « d'Arles-Fourques » et « Beaucaire-Tarascon » (proximité géographique, même bassin de vie, enjeux similaires au regard des phénomènes considérés).
- de renommer ce territoire en « TRI du Delta du Rhône »,
- d'ajouter sur la partie du territoire situé en Languedoc-Roussillon, les communes de Bellegarde et Saint Gilles,
- d'ajouter sur la partie du territoire situé en PACA, les communes de Port Saint Louis du Rhône et des Saintes-Maries-de-la-Mer, justifiée par la similitude des enjeux exposées aux crues du Rhône avec le reste des communes du TRI et le risque de submersion marine sur des communes avec une très forte population estivale.
- de considérer parmi les phénomènes prépondérants de qualification du TRI, les débordements du Rhône et les submersions marines.
- d'intégrer comme critère complémentaire d'importance du risque la population saisonnière liée à l'activité touristique.